

Le protectionnisme pose de grands dangers au Canada. Nous devons avoir des garanties raisonnables d'accès à des marchés suffisamment vastes pour générer des revenus qui représentent un bon rendement de l'investissement et qui permettent d'appuyer la mise au point d'autres produits concurrentiels. Pour être compétitives, nos industries doivent concevoir des produits de calibre international intégrant les meilleures techniques et les meilleurs matériaux disponibles au pays comme à l'étranger. Nous devons consentir des investissements massifs de ressources, tant humaines que financières, et nous doter de stratégies de production et de marketing à long terme.

Il est difficile de boucler la boucle de la compétitivité industrielle et de la réussite sur notre marché intérieur relativement réduit. La montée du protectionnisme menace de restreindre notre accès à des marchés extérieurs clés.

Il est difficile de boucler la boucle de la compétitivité industrielle et de la réussite sur notre marché intérieur relativement réduit. Pour nombre d'industries, l'accès garanti à un marché plus vaste est le préalable indispensable de la compétitivité. La montée du protectionnisme menace de restreindre notre accès à des marchés extérieurs clés, et tout particulièrement à celui des États-Unis, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour notre structure industrielle et notre prospérité nationale.

La dette internationale

Il y a eu ces dernières années une accentuation marquée de l'interdépendance Nord-Sud — c'est-à-dire des relations entre le Tiers monde et les pays industrialisés, dont le Canada. De 1970 à 1982, le total des exportations des pays industrialisés vers les pays en développement est passé de 42 milliards \$US à 291,6 milliards \$US. Durant la même période, les exportations des pays en développement vers les pays industrialisés ont grimpé de 40,4 milliards \$US à 322,6 milliards \$US. (Le Canada vend proportionnellement moins au Tiers monde que le font les États-Unis, le Japon ou la CE.) En 1970, les prêts des banques privées aux gouvernements de pays en développement totalisaient 4,1 milliards \$US et l'obligation de ces gouvernements au titre du service de la dette se chiffrait à 2,9 milliards \$US; en 1982, ces chiffres étaient de 48 milliards \$US et 47,1 milliards \$US respectivement.

Quand sont survenus le deuxième choc pétrolier en 1978-1979, puis la dure récession et les forts taux d'intérêt en 1981-1982, presque tous les pays en ont souffert, et plus particulièrement les pays du Tiers monde importateurs de pétrole. Certains de ces derniers se sont trouvés dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts bancaires, qui avaient parfois été contractés sur la base d'hypothèses de croissance irréalistes. Le paiement de la facture pétrolière a consommé des parties importantes de leurs réserves de devises. La détérioration des termes de leurs échanges avec les pays industriels et l'accroissement du coût des importations alimentaires ont également causé de sérieux problèmes. (Voir la figure 2.) Et la plupart ont connu une accélération de la modification structurelle de leur économie, provoquée par un manque de devises et par les conditions attachées aux nouveaux prêts du FMI et de la Banque mondiale. Pour certains, l'ajustement a dû d'abord prendre surtout la forme de réductions des importations, ce qui a eu des conséquences sur la production et l'emploi dans les pays industrialisés. Mais même ceux qui ont réussi à accroître leur production d'exportation ont été confrontés à de nouvelles formes complexes de protectionnisme qu'ont imposées les pays industrialisés et qui ont constitué une entrave au règlement de leurs problèmes internes.